



Déclaration préalable

CTPD DU 21/12/2010

EMPLOIS

Les salariés et plus particulièrement les fonctionnaires sont attaqués de toutes parts. Ils se sont récemment mobilisés massivement contre la réforme des retraites, allant même jusqu'à initier la grève reconductible, comme ici en **Haute-Loire**, dénonçant également, plus largement, les injustices sociales qui s'accroissent.

Après ce passage en force sur la réforme des retraites contre l'avis majoritaire de l'opinion publique, le gouvernement annonce maintenant la poursuite de sa politique dogmatique de suppression drastique de l'emploi public. Les banquiers, les spéculateurs, les marchés financiers exigent désormais la liquidation de tous les droits sociaux (retraites, salaire minimum, protection sociale) afin de garantir aux actionnaires des dividendes toujours plus importants.

Le discours de culpabilisation asséné depuis des lustres aux fonctionnaires, pour mieux balayer leurs revendications, n'est aujourd'hui ni compris, ni admis (personne ne comprend ou comprend trop bien les accusations contre météo-France), à l'heure où on laisse filer les déficits et où coûte que coûte on maintient le bouclier fiscal, tout en le critiquant d'ailleurs. Bouclier qui au titre de 2010 a atteint les 700 millions d'euros, alors que l'économie budgétaire attendue de 30 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique d'Etat représente 500 millions d'euros. Belle cohérence de justice sociale et de solidarité.

Comment peut-on dans un même temps vouloir faire travailler les salariés jusqu'à 67 ans, supprimer les emplois publics et dire qu'il y a des perspectives d'embauche pour les jeunes. Avez-vous une réponse M. le directeur.

Pour la **CGT FIP**, tout cela procède d'une même politique de prétendue réduction de la dépense publique sans aucune analyse cohérente des besoins sociaux. La finalité en est claire, en se soumettant aux marchés financiers, au FMI et à la Commission Européenne, le gouvernement sacrifie les missions de services publics et les outils de solidarité sociale sur l'autel des coûts et de l'emploi. Pourtant, l'emploi public est économiquement utile et socialement rentable. Mieux vaut conserver des agents au service d'un public de plus en plus demandeur que de dépenser des sommes astronomiques dans une réforme inique qui consacre une dégradation du service à l'utilisateur. Pour exemple, la mise en place des SIP va coûter plus de 200 millions d'euros. Pourtant, derrière la belle vitrine, la cote d'alerte est dépassée dans les services et les files d'attente d'utilisateurs s'allongent devant les centres de finances publiques.

FAIRE PLUS AVEC TOUJOURS MOINS DE MOYENS, TELLE EST L'IMPOSSIBLE EQUATION DE LA DGFIP !!!

Pour la deuxième année consécutive la **DGFIP** dans un **excès de zèle** sans précédent applique pour le départ des agents à la retraite une **suppression de 2 agents sur 3** au lieu de 1 sur 2 (dogme déjà absurde) soit un **taux de non remplacement à 66 %**, cela va se traduire par la **disparition de 2543 emplois Equivalent Temps Plein pour 2011** après les 2569 emplois supprimés au 1^{er} septembre 2010, ce qui portera à plus de 20 000 les emplois perdus depuis 2002, soit 15 % de l'effectif global. Pourtant, Monsieur le Président/Directeur, le Délégué du Directeur Général, M. BRIDAY, n'a pas hésité à affirmer, lors de sa visite en Avril, que la DG et lui même avaient pris conscience que l'on ne pouvait plus sacrifier l'emploi et que les suppressions seraient moindres dès 2011, heureusement. Encore une promesse qui n'engage que ceux qui y croient. Merci M. le Délégué du Directeur Général. La **CGT FIP 43** vous mandate officiellement pour lui passer le message.

Oserez-vous, une fois de plus, nous affirmer que c'est pour rendre un meilleur service à l'utilisateur ? Plus personne n'est dupe de ce discours ...

La seule ambition dont peut se prévaloir Bercy actuellement, c'est celle qui conduit à toujours moins de technicité pour les agents, à toujours plus de polyvalence, à toujours moins de garantie de gestion, à toujours plus de flexibilité dans un contexte de pénurie d'emplois. L'acuité se mesure au malaise, désormais permanent, des agents des finances publiques qui croulent de plus en plus sous le poids des réformes régressives et des

restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir les missions dans des conditions décentes. Alors qu'ils souffrent de la perte du sens de leur travail et d'un **management obsédé par la satisfaction des indicateurs**, quelle est la réponse de la Direction Générale :

La catégorie C est matraquée. Elle absorbe 60% des suppressions de postes. Ainsi, entre 2006 et 2010, la catégorie C aura connu une diminution drastique de ses effectifs (moins 14%), tandis que sur la même période celle des A+ aura crû de près de **46% !!!** au bénéfice des enquêtes sur les imprimantes, sur l'efficacité téléphonique, voire sur les mystères de ses appels....etc...etc. Sans la cheville ouvrière de la **DGFIP**, que deviendra cette armée mexicaine que l'on déploie à des tâches souvent simplement matérielles pour s'assurer une loyauté indéfectible ?

Demain beaucoup pourront, encore plus, apprécier la **loi sur la mobilité** que vous défendez. Suppression d'emploi, 1^{ère} proposition, rejetée, 2^{ème} proposition, refusée, 3^{ème} proposition jeté en congé sans solde. Beau progrès et bel avenir pour beaucoup de ses trop fidèles serviteurs de l'Etat, la CGT FIP 43 vous le concède.

Le malaise profond des fonctionnaires et les suppressions d'emplois une nouvelle fois annoncées et imposées ne vont qu'amplifier et accélérer la faillite d'un système qui a oublié l'**humain**.

A la **DGFIP**, le volume des suppressions d'emplois est inacceptable et devient souvent insurmontable !!! Aujourd'hui on attaque l'os, comme l'a affirmé M. BRIDAY au printemps dernier, sans véritablement en tirer les conséquences. Comment vont fonctionner les services ? Malheureusement nous le savons bien. En parant au plus pressé, en sacrifiant les missions, en s'attachant uniquement aux apparences statistiques sous la pression hiérarchique et dans des conditions de vie au travail de plus en plus dégradées. De plus, **la mise à mal de la conscience professionnelle des agents**, la non reconnaissance de leur technicité, le manque de reconnaissance tout court, voire le mépris, etc...tout cela ne peut que déboucher sur un désastre humain et par voie de conséquence, une mise à mal encore accrue des services publics. Combien de cas de souffrance au travail allons nous encore dénombrer dans l'avenir alors que **3000 ont été officiellement recensés en 2008 au Ministère ?**

Au delà de la dégradation de l'exercice des missions et de l'abandon du service à l'utilisateur, ce sont bien les agents qui vont pâtir au quotidien des conséquences des suppressions d'emplois : les possibilités de mutation vont être considérablement réduites et les situations familiales et personnelles difficiles vont se multiplier.

Pour la **Haute-Loire**, l'application à la **DGFIP** de la Révision Générale des Politiques Publiques, c'est une vraie régression générale avec son cortège toujours plus important de suppressions d'emplois générant plus de chômage qui a pour conséquence directe la **disparition de 5 emplois à l'ex DGI (+1A, +3B, -1B géo. et -8C)** et de **6 emplois à l'ex DGCP (-1A et -5 B/C)** ce qui portera et cela rien que pour l'ex DGI à 18 le nombre de destructions d'emplois subies ces 5 dernières années.

Conséquences sur le terrain, les agents de moins en moins nombreux sont partagés entre colère (revoyez les taux de grévistes lors des 8 journées de grève nationale de 2010, toujours dans le haut du tableau !) et désespoir (souffrance au travail). Que comptez vous faire ? Passer dans les services pour dire : « tout va bien, je m'occupe de tout, travaillez tranquille.... ». Quelles missions allez-vous abandonner par exemple sous forme de restructurations, vous ou plus probablement votre successeur? Vous ne pourrez plus vous contenter de reprendre la DPA de l'année précédente et de toujours majorer les objectifs. Nous voulons, si ces suppressions sont confirmées, que vous preniez la responsabilité de les traduire dans les chiffres de la DPA.

La question est simple: qui va effectuer les missions des 5 emplois supprimés ? Nous avons bien compris que vous nous proposez d'augmenter la charge de travail des collègues les moins bien payés, comme d'habitude. De notre point de vue **la création de postes A de managers n'a répondu en rien aux attentes des citoyens et surtout des agents**, la situation du contentieux et du gracieux dans les SIP se dégrade inexorablement. Dans la plupart des services dont vous avez la charge ce sont **de vrais techniciens qu'il faudrait pour soutenir les agents de base** qui sont confrontés, trop souvent seuls, aux méandres engendrés par une législation de plus en plus complexe que nos élus changent au gré de l'humeur de leurs chefs politiques.

Avec seulement 194 emplois (vous aurez supprimé en 20 ans 60 agents des effectifs de la DGI dans le 43) c'est l'ensemble des missions de la **DGFIP** qui est remis en cause ainsi que le service rendu aux usagers.

C'est pourquoi nous dénonçons très fermement et refusons catégoriquement les suppressions d'emplois programmées pour 2011.

C'est pourquoi nous exigeons les créations d'emplois suivantes qui nous paraissent être indispensables au bon exercice de nos missions et à l'amélioration de nos conditions de travail.

SIE: maintien de tous les services sur chaque SIE et création d'emplois B pour assurer toutes ses missions.

SIP: création de postes B et C pour constituer une **véritable cellule foncière dans chaque SIP, déjà revendiqué depuis longtemps**. Création de postes B et C pour assurer un véritable accueil de qualité, comme vous en affirmez l'ambition, sans manifestement vous en donner, nous en donner surtout, les moyens.

FI: Engagement de maintenir la **cellule FI** en lui donnant tous les moyens humains de fonctionnement sur tout notre département.

Cadastre: Maintien de tous les emplois B en prévision de la révision et de tous les postes de géomètre.

PCE- BCR- BDV: Maintien de tous les postes et missions et renforcement de leur encadrement.

Aujourd'hui, avec les agents et aux côtés de l'ensemble des personnels de la Fonction Publique nous exigeons :

- l'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois générée par la calamiteuse RGPP, **une véritable machine à Régression**.
- les moyens nécessaires à la pérennisation du financement de toutes les missions publiques et **ce sur tout le territoire**.
- l'ouverture urgente de négociations salariales visant à une **augmentation générale de la valeur du point d'indice** et non pas des mesures individuelles qui ne bénéficient qu'à un petit nombre ou des primes de « Fonctions et de Résultats ».

Vous comprendrez, dès lors, Monsieur le Président/Directeur de la future ex DFS 43, que fidèles à leur engagement et à leur parole, au delà des mots, les représentants des personnels de la **CGT FIP 43** sont dans l'obligation de boycotter cette 1^{ère} convocation qui doit entériner votre décision de supprimer encore **5 emplois** en **Haute-Loire** au 1^{er} Septembre 2011.

Sur ce plan seule votre efficience, démontrée par la progression de **plus de 60% de suppressions d'emplois en un an**, peut être soulignée. C'est cela aussi les statistiques ou autres indicateurs. On peut leur faire dire n'importe quoi. En l'occurrence en êtes-vous satisfait ?

D'ailleurs, suivant la définition ubuesque de l'efficience donnée par la DG, que vous essayez loyalement de défendre, c'est probablement à cause de vos excellents résultats, en terme de suppressions d'emplois, que notre département subit la perte des 2 postes de directions qui vont être fusionnés pour nous offrir un super directeur !!!

Alors oui ou non revenez-vous sur ces suppressions ? si oui nous restons, sinon vous nous obligez à partir.